

Primature

Le Premier ministre échange avec une délégation du FMI

O. N.

Libreville/Gabon

EN mission dans notre pays depuis plusieurs jours, une délégation du Fonds monétaire international (FMI), conduite par Boileau Yèyinou Loko, a été reçue mardi au 2-Décembre par le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale. Les ministres financiers Jean-Fidèle Otandault (Budget) et Jean-Marie Ogandaga (Économie) étaient de la partie. Tout comme leur collègue des Hydrocarbures Pascal Houangni Ambouroue.

"Nous sommes venus faire le point sur la situation macroéconomique du Gabon et sur les programmes conclus entre le Gabon et le FMI", a



Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, écoutant ses hôtes du FMI.

déclaré Boileau Yèyinou Loko, au terme de la séance de travail. Non sans ajouter qu'"Il y a des progrès importants qui ont été réalisés, mais beaucoup reste à faire afin que les populations ressentent davantage les fruits des efforts consentis par le

pays". L'expert du Fonds a par ailleurs rappelé le rôle de son institution. Il a de ce fait indiqué que l'action du FMI se résume en trois axes : "apporter le financement, offrir une assistance technique par l'entremise d'un appui aux administrations



Une vue des membres des experts du FMI (les deux de gauche à droite).

concernées par le programme, enfin jouer un rôle de conseil au profit des États".

Il faut souligner qu'à la suite des interventions des experts du FMI, et à celles des membres du gouvernement présents, le Premier

ministre a réaffirmé aux émissaires de l'institution de Bretton Woods, l'engagement du gouvernement gabonais à aller jusqu'au bout des programmes au profit de l'économie du Gabon et de l'assainissement de ses finances pu-

bliques.

A noter que cette rencontre fait suite aux séances de travail que la délégation du Fonds monétaire international a préalablement eues avec les ministres financiers et leurs administrations respectives.

Interview du président des Sociaux-démocrates gabonais (SDG)

Juste Louangou Bouyomeka : "Nous rêvons d'un Gabon un et indivisible"

Propos recueillis par Stéphane MASSASSA

Libreville/Gabon

Dans cet entretien, le président des Sociaux-démocrates gabonais évoque les récentes adhésions enregistrées par son parti, ainsi que son ambition et son positionnement dans la sphère politique gabonaise.

l'union. Monsieur le président, depuis quelques semaines, le SDG enregistre des adhésions, et non des moindres, puisqu'il s'agit des élus et cadres des autres partis. Qu'est-ce que cette situation vous inspire ?

Juste Louangou Bouyomeka : Je voudrais avant tout, vous remercier pour cette occasion que vous me donner de pouvoir dire davantage sur cette jeune formation politique, "Les Sociaux-démocrates gabonais" (SDG). En effet, comme vous, nous avons également constaté cet intérêt manifesté envers notre formation politique par plusieurs compatriotes. Ces adhésions multiples au sein des Sociaux-démocrates gabonais (SDG), marquent en réalité la volonté des populations gabonaises, notamment les cadres, à œuvrer pour l'éclosion socio-économique et politique de notre pays à travers ce nouvel outil qu'est le SDG. Par ailleurs, l'idéologie qui sous-tend la création du SDG et qui guide ses activités est la volonté de faire la politique autrement. C'est-à-dire qu'il faut opérer un changement de paradigme imposable à tous. Le SDG se compose de personnes venant d'horizons divers. Nous avons su organiser nos différences pour bâtir une ligne directrice efficace et profitable aux populations avec qui nous nourrissons une parfaite proximité faite de dialogue et d'échanges permanents.

Ne craignez-vous pas que ces adhésions soient considérées comme une sorte de débauchage, dans la mesure où certains vous soupçonnent déjà de monnayer parfois ces arrivées ?

Notre notoriété est établie. Cette vague d'adhésions vous en donne suffisamment la preuve. Les compatriotes qui rejoignent le SDG sont libres. Et je crois que c'est un principe consacré par la loi fondamentale. Par ailleurs, nous ne saurons monnayer



Le président des Sociaux-démocrates gabonais (SDG), Juste Louangou Bouyomeka.

des adhésions au sein de notre parti qui se veut ambitieux. En effet, au-delà de ces cadres qui viennent, notre vision est de ramener plus de 60% de Gabonaises et de Gabonais qui ne croient plus à la politique et aux hommes politiques à le faire à nouveau. Cela passe par un travail que nous avons commencé sur le terrain, par des activités ciblées et partant par la promotion de notre vision. C'est essentiellement cela qui attire les compatriotes dans notre jeune parti politique.

On a encore du mal à cerner votre positionnement. Où vous situez-vous, entre les deux bords politiques que sont la majorité et l'opposition ?

Le SDG est un parti politique de l'interposition. Il se situe au centre afin de maintenir les équilibres au sein du paysage politique national déchiré par les clivages opposition-majorité. Nous travaillons en toutes libertés et intelligence avec toutes les forces vives de la Nation dont l'idéologie vise la consolidation de l'État de droit, la justice sociale, l'égalité, etc.

Pour une première participation aux élections législatives et locales, votre parti, jeune comme vous le dites si bien, s'en est sorti avec cinq députés et plusieurs élus locaux, du jamais vu au Gabon sous l'ère de multipartisme. A quoi devez-vous cette percée ?

Nos résultats aux dernières élections couplées législatives et locales ne sauraient trouver une meilleure explication que le travail et la qualité de notre offre politique. Vous remarquerez, en regardant nos candidats, que nous avons donné la chance à tout le monde. Notamment à ceux qui n'avaient pas forcément une forte expérience politique. Cette virginité politique a été un atout non négligeable sur certains sièges. Mais la grande réussite est la qualité de notre offre politique et le travail de terrain.

Comment entendez-vous marquer votre passage à l'Assemblée nationale quand on sait que la-bas, c'est le PDG qui domine ?

Notre passage à l'Assemblée nationale sera marqué par notre implication sur le traitement des textes de lois dont la teneur consiste à améliorer les conditions de vie de nos compatriotes. Nous allons veiller à ce que les politiques publiques initiées par le gouvernement en faveur des populations soient mises en œuvre dans les temps à travers les missions de contrôle parlementaire. Les députés du SDG devront veiller au respect des principes qui régissent notre parti politique. À savoir, la restauration de l'État de droit et la justice sociale, la diversification de l'économie du pays avec un réel impact social, la mise en œuvre des facilités d'accès à l'emploi pour tous et la promotion de l'élite nationale. Nous rêvons d'un Gabon un et indivisible.

Pour une si jeune formation politique, d'où tirez-vous ces moyens qui vous permettent de faire vivre le parti ? Le directeur de Cabinet du chef de l'État est-il celui qui finance ce parti que d'autres lui attribuent ?

Comme tous les partis politiques, nos principales sources de financement sont les cotisations des membres adhérents, les dons et legs. L'idée selon laquelle le SDG serait financé par le directeur de Cabinet du président de la République n'est qu'une absurdité qui découle de ma proximité avec ce dernier, quoique je sois le président du

SDG. Je tiens, tout de même, à rappeler que j'entretiens une longue relation fraternelle et amicale avec le directeur de Cabinet du président depuis de longue date, avant son arrivée à cette fonction. Notre complicité vient du fait que nous partageons les mêmes idéaux pour ce pays et nous marchons main dans la main afin de défendre la vision du chef de l'État et veiller à ce que les projets de développement initiés par le président de la République se matérialisent pour le bonheur des Gabonais.

Certains acteurs politiques et de la société civile continuent de réclamer la vacance au sommet de l'État. Quelle est votre position à ce sujet ?

Nous l'avons déjà dit lors de nos précédentes sorties. Le chef de l'État est à la tête du pays et il travaille. Les institutions de la République sont toutes en plein exercice. Dites-moi de quelle vacance parle-t-on aujourd'hui ? Ceux qui le disent, vivent-ils au Gabon ou dans un autre pays dans lequel il n'y aurait pas de président ?

Quel regard portez-vous sur le dialogue ouvert dernièrement entre le Premier ministre et les partenaires sociaux ?

L'une des valeurs léguée par les pères de notre Nation est le dialogue. Nous saluons, de ce fait, l'initiative du Premier ministre de discuter avec les partenaires sociaux afin de mettre un terme à ce climat morose qui paralyse notre pays.

Il se dit que "Les Ferrailleurs" sont un parti politique qui s'est fondu dans le SDG, pourtant, certains de vos élus continuent de s'exprimer en ce nom. Qu'est-ce qui explique cette confusion ?

Il n'existe pas de confusion entre les "Ferrailleurs" et le parti Sociaux-démocrates gabonais. D'autant que "Ferrailleurs", mieux, le Front patriotique des Ferrailleurs (FPF) est un mouvement socio-économique né en 2013 avec pour but d'accompagner plusieurs Gabonais à se réaliser sur le plan économique, social et politique. Lors de notre convention en février 2018, nous sommes revenus sur la vision dudit mouvement. Ce mouvement n'a pas fondu dans la création du SDG qui, lui, est un parti politique qui a ses élus. Le FPF existe et continue de mener ses activités librement sur le plan social. Par rapport au SDG, ce mouvement est un partenaire.